

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206443]

7 NOVEMBRE 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 2013 prévoyant des dispositions diverses en matière d'agriculture, d'horticulture et d'aquaculture, articles 3, 8 et 12;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 17 juillet 2013;

Vu l'avis 53.991/4 du Conseil d'Etat, donné le 18 septembre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l'article 15, § 1^{er}, 7^o, c), de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 a été modifié par l'article 7 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2008;

Considérant que cette modification a fait l'objet d'une reformulation par arrêté modificatif du 28 février 2013 pour repréciser qu'en cas d'excédent de libérations de quotas via le Fonds des quotas par rapport aux demandes de réallocation de quotas via le même Fonds, l'excédent des quotas non réalloués devait être restitué à leur titulaire;

Considérant que certains producteurs concernés par cet excédent de libération ont déjà arrêté toute activité laitière et que par conséquent, ils ne pourront ni produire ni commercialiser les litres de quotas qu'ils recouvreront;

Considérant dès lors qu'il y a lieu de ne pas pénaliser ces producteurs, en mettant leur quota à zéro pour inactivité, en leur permettant soit de donner tous les litres en location ou leasing ou, éventuellement, de les soumettre à nouveau à la libération;

Considérant que par soucis d'équité, il y a par conséquent lieu de permettre à tous les producteurs laitiers qui le souhaitent de pouvoir donner en location ou leasing jusqu'à 100 % de leur quotas laitiers, sans pénalité pour inactivité laitière;

Considérant que les plafonds à ne pas dépasser, en cas de cumuls de quotas, n'ont plus de raison d'être puisqu'ils avaient pour objectif de permettre l'alimentation du Fonds des quotas et que l'offre de quotas au Fonds dépasse dorénavant la demande au Fonds;

Considérant la possibilité faite de pouvoir donner en leasing jusqu'à 100 % du quota et la suppression des plafonds de quotas, en cas de cumul de quotas, il n'y a plus lieu d'imposer une durée d'activité minimale de 9 ans ou jusqu'au 31 mars 2015 avec les quotas repris, par reprise ou création d'exploitation laitière;

Considérant que ces mesures s'inscrivent dans la poursuite des simplifications entamées aux cours des cinq dernières campagnes laitières en vue de préparer le secteur à la fin du système des quotas laitiers au 31 mars 2015;

Sur la proposition du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 15^o, § 1^{er} :

a) au b.2, les mots « durant neuf ans à partir de la reprise de cette nouvelle unité de production laitière ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, » sont abrogés;

b) au c, les mots « durant au moins neuf ans à partir de la date de transfert de la quantité de référence ou jusqu'au 31 mars 2015 en cas de reprise après le 31 mars 2007, » et les mots « Durant ces 9 ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, » sont abrogés;

c) au d, les mots « durant ces neuf ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, », « , durant neuf autres années, » et « Toutefois, durant ces 9 ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, » ainsi que les mots « à un producteur qui est son parent ou allié au premier degré, son parent collatéral au second degré ou son conjoint » et « De même, durant ces neuf autres années ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les reprises après le 31 mars 2007, » sont abrogés;

d) au e, les mots « durant ces mêmes neuf années, » sont abrogés.

2^o au 17^o :

a) au 3), les mots « pendant 9 ans ou jusqu'au 31 mars 2015 pour les créations après le 31 mars 2007 » sont abrogés;

b) le 5) est abrogé;

c) au 6), les mots « jusqu'au 31 mars 2015, sauf en cas de force majeure ou de libération de tout ou partie de la quantité de référence, » et les mots « et qui est son parent ou allié au premier degré ou son parent collatéral au second degré ou son conjoint » sont abrogés;

d) au 7), les mots « jusqu'au 31 mars 2015, » sont abrogés.

Art. 2. A l'article 4, § 2, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

a) la phrase « Elles ne peuvent être prises en considération que si les conditions suivantes sont remplies : » est abrogée;

b) le 1^o est abrogé;

c) le 2^o est abrogé;

d) le 3^o est abrogé.

Art. 3. A l'article 5, *b*, du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les mots « , tant avant le 1^{er} avril 2006 qu'ultérieurement, et ce jusqu'au 31 mars 2015 » sont abrogés.

Art. 4. A l'article 9 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er} :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « qui ne sont pas, entre eux, parents ou alliés au premier degré, parents collatéraux au second degré ou conjoints » sont abrogés;

b) à l'alinéa 2, 1^o, les mots « d'un preneur, personne physique, parent ou allié au premier degré, parent collatéral au second degré ou conjoint du cédant ou » sont insérés entre les mots « 1^o lorsque le transfert s'opère soit au profit » et les mots « d'un groupement de personnes physiques »;

c) à l'alinéa 2, 1^o, les mots « tel que défini à l'article 1^{er}, 7^o, c », « telle que définie à l'article 1^{er}, 7^o, b.1 et b.2, », « préalablement à ce transfert » et toute la disposition du tiret 1^{er} sont abrogés;

2^o le paragraphe 2 est abrogé;

3^o au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 1^o et 2^o, les mots « et qui n'a pas été agriculteur à titre principal sans discontinuer durant les trois périodes précédentes » sont abrogés;

b) au 4^o, les mots « lorsque le cessionnaire est déjà, préalablement à la reprise de quota, producteur laitier; » sont insérés entre les mots « Cette disposition n'est pas d'application » et les mots « en cas de transfert d'une exploitation en vertu de l'article 1^{er}, point 15^o, g, ».

Art. 5. L'article 10 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 mars 2012, est abrogé.

Art. 6. A l'article 16 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 avril 2009, la modification suivante est apportée : le mot « Toute » est remplacé par les mots « Sous réserve des dispositions des articles 4 et 15, toute ».

Art. 7. Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 novembre 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206443]

7. NOVEMBER 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 2013 zur Einführung verschiedener Bestimmungen in den Bereichen Landwirtschaft, Gartenbau und Aquakultur, Artikel 3, 8 und 12;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse;

Aufgrund der am 17. Juli 2013 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Förderbehörde;

Aufgrund des am 18. September 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats 53.991/4;

In der Erwägung, dass Artikel 15, § 1, 7^o, c) des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 durch Artikel 7 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2008 abgeändert worden ist;

In der Erwägung, dass diese Abänderung Gegenstand einer Neuformulierung im Rahmen des abändernden Erlasses vom 28. Februar 2013 war, mit dem Ziel, erneut zu erläutern, dass für den Fall, dass über den Quotenfonds mehr Quoten freigegeben werden, als Quoten über diesen Fonds zur Neuzuteilung beauftragt werden, die nicht zugeteilten überschüssigen Quoten dem Inhaber wieder zugeführt werden sollten;

In der Erwägung, dass manche Erzeuger, die durch diese überschüssige Freigabe betroffen sind, ihre Milchproduktion bereits eingestellt haben, und dass sie folglich nicht in der Lage sein werden, die den Quoten entsprechenden Litermengen, die ihnen wieder zugeführt werden, zu produzieren oder zu vermarkten;

In der Erwägung, dass diese Erzeuger nicht zu benachteiligen sind, indem ihre Quote wegen Inaktivität auf Null gesetzt wird, sondern dass ihnen ermöglicht werden sollte, entweder die Gesamtlitermenge zu verpachten oder zu verleasen, oder sie erneut freizugeben;

In der Erwägung, dass im Sinne einer Gleichbehandlung allen Milcherzeugern, die dies wünschen, zu erlauben ist, bis zu 100 % ihrer Milchquoten zu verpachten oder zu verleasen, ohne dass sie dabei wegen Inaktivität bestraft werden;

In der Erwägung, dass die Höchstgrenzen, die im Fall einer Kumulierung von Milchquoten nicht überstiegen werden dürfen, keine Daseinsberechtigung mehr haben, da sie darauf abzielten, die Speisung des Quotenfonds zu ermöglichen, und da das Angebot an Quoten dieses Fonds nunmehr die Anfrage übersteigt;

In Erwägung, dass aufgrund der Möglichkeit, bis zu 100 % der Quoten verleasen zu können und in Erwägung des Wegfalls der Höchstgrenzen für diese Quoten bei einer Kumulierung von Quoten nicht länger eine Mindestdauer der Betriebstätigkeit von neun Jahren oder eine Betriebstätigkeit bis zum 31. März 2015 mit den übernommenen Quoten pro Übernahme oder Gründung eines Milchbetriebs zu verlangen ist;

In der Erwägung, dass sich diese Maßnahmen in die im Laufe der vergangenen fünf Milchwirtschaftsjahre in die Wege geleiteten Schritte zur Vereinfachung des Systems einfügen, um den Wegfall der Milchquotenregelung am 31. März 2015 vorzubereiten;

Auf Vorschlag des Ministers für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe;

Nach Beratung,
Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird wie folgt abgeändert:

1° in Punkt 15°, § 1:

a) in Punkt b.2 wird der Wortlaut "während einer Dauer von neun Jahren ab der Übernahme dieser neuen Milchproduktionseinheit oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" aufgehoben;

b) in Punkt c wird der Wortlaut "während einer Dauer von wenigstens neun Jahren ab dem Datum der Übertragung der Referenzmenge oder bis zum 31. März 2015 im Fall einer Übernahme nach dem 31. März 2007" und der Wortlaut "Während diesen neun Jahren oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" aufgehoben.

c) in Punkt d wird der Wortlaut "Während dieses Zeitraums von neun Jahren oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007 und", der Wortlaut "während neun weiteren Jahren" und der Wortlaut "Während diesen neun Jahren oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" aufgehoben und wird der Wortlaut "unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 9 und 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen oder einen Teil davon einem Erzeuger zu überlassen, der mit ihm im ersten Grad verwandt oder verschwägert, oder er ist im zweiten Grad in der Seitenlinie mit ihm verwandt oder sein Ehepartner ist" durch den Wortlaut "Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 9 und 10 ist der übernehmende Erzeuger jedoch berechtigt, alle Referenzmengen oder einen Teil davon überlassen" ersetzt;

d) in Punkt e wird der Wortlaut "während derselben neun Jahre" aufgehoben.

2° in Punkt 17°:

a) in Punkt 3) wird der Wortlaut "während neun Jahren oder bis zum 31. März 2015 für die Übernahmen nach dem 31. März 2007" aufgehoben;

b) Punkt 5) wird aufgehoben;

c) in Punkt 6) wird der Wortlaut "bis zum 31. März 2015, außer im Falle höherer Gewalt oder bei der Freigabe der gesamten Referenzmenge oder eines Teils davon darf der Übernehmer" durch den Wortlaut "Der Übernehmer darf" ersetzt und wird der Wortlaut "und der mit ihm im ersten Grad verwandt oder verschwägert oder im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt oder sein Ehepartner ist" aufgehoben;

d) in Punkt 7) wird der Wortlaut "bis zum 31. März 2015" aufgehoben.

Art. 2 - In Artikel 4, § 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) der Satz "Sie können nur berücksichtigt werden, wenn die folgenden Bedingungen erfüllt sind: " wird aufgehoben;

b) Punkt 1° wird aufgehoben;

b) Punkt 2° wird aufgehoben;

b) Punkt 3° wird aufgehoben;

Art. 3 - In Artikel 5, b desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 wird der Wortlaut "sowohl vor dem 1. April 2006 als auch danach und dies bis zum 31. März 2015" aufgehoben.

Art. 4 - In Artikel 9 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012 werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1:

a) in Absatz 1 wird der Wortlaut ", die miteinander weder im ersten Grad verwandt oder verschwägert noch im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandt noch Eheleute sind," aufgehoben.

b) in Absatz 2, 1° wird zwischen den Wortlaut "1° wenn die Übertragung entweder zugunsten" und den Wortlaut "einer Vereinigung natürlicher Personen durchgeführt wird" der Wortlaut "eines Übernehmers, der eine natürliche Person ist in seiner Eigenschaft als im ersten Grad verwandte oder verschwägerte, im zweiten Grad in der Seitenlinie verwandte Person oder als Ehepartner des Überlassers oder" eingefügt;

c) in Absatz 2, 1° wird der Wortlaut "die in Artikel 1, 7°, c definiert wird und", der Wortlaut "die in Artikel 1, 7°, b.1 und b.2 definiert wird und", der Wortlaut "; und wenn vor dieser Übertragung" sowie die gesamte Bestimmung des ersten nachfolgenden Gedankenstriches aufgehoben;

2° Absatz 2 wird aufgehoben;

3° Paragraph 3 wird wie folgt abgeändert:

a) in den Punkten 1° und 2° wird der Wortlaut "und während den drei vorangegangenen Zeiträumen nicht ohne Unterbrechung hauptberuflich Landwirt war" aufgehoben;

b) in Punkt 4° wird zwischen den Wortlaut "Diese Bestimmung ist nicht anwendbar" und den Wortlaut "im Falle einer Übertragung des Betriebs gemäß Artikel 1, 15°, g)" der Wortlaut "falls der Überlasser bereits vor Übernahme der Quote Milcherzeuger war" eingefügt.

Art. 5 - Artikel 10 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. März 2012, wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 16 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. April 2009, wird folgende Änderung vorgenommen: Der Wortlaut "Jede Referenzmenge, die einem Erzeuger gewährt worden ist, der während eines gesamten Zeitraums keine Milch oder sonstige Milcherzeugnisse vermarktet hat, wird" wird durch den Wortlaut "Unbeschadet der Bestimmungen von Artikel 4 und Artikel 15 wird jede Referenzmenge, die einem Erzeuger gewährt worden ist, der während eines gesamten Zeitraums keine Milch oder sonstige Milcherzeugnisse vermarktet hat" ersetzt.

Art. 7 - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. November 2013

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206443]

7 NOVEMBER 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 2013 houdende verschillende bepalingen inzake landbouw, tuinbouw en aquacultuur, artikelen 3, 8 en 12;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 17 juli 2013;

Gelet op het advies 53.991/4 van de Raad van State, gegeven op 18 september 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat artikel 15, § 1, 7^o, c), van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 gewijzigd werd bij artikel 7 van het besluit van de Waalse Regering van 19 december 2008;

Overwegende dat die wijziging opnieuw geformuleerd werd bij wijzigingsbesluit van 28 februari 2013 om opnieuw duidelijk te maken dat bij een overmaat aan vrijmakingen tegenover de aanvragen tot hertoewijzing het overschot aan niet herverdeelde quota's aan de houder ervan terugggegeven dienden te worden;

Overwegende dat sommige producenten op wie die overmaat aan vrijmakingen van toepassing is hun zuivelbedrijf reeds stop hebben gezet en dat ze bijgevolg de quotaliters die ze terug zullen krijgen niet zullen kunnen produceren of in handel brengen;

Overwegende dat die producenten die hun quota wegens inactiviteit op nul zetten, bijgevolg niet bestraft mogen worden door hen de mogelijkheid te geven ofwel alle liters in huur of leasing te geven of ze eventueel aan een nieuwe vrijmaking te onderwerpen;

Overwegende dat alle zuivelproducenten die dat wensen bijgevolg, om redenen van billijkheid, de mogelijkheid moeten krijgen tot 100 % van hun zuivelquota's in huur of leasing te geven zonder dat ze wegens inactiviteit op zuivelgebied bestraft mogen worden;

Overwegende dat de maximumgrenzen die bij quotasamenvoegingen niet overschreden mogen worden geen reden van bestaan meer hebben daar ze ertoe strekten de stijving van het Quotumfonds mogelijk te maken en daar het aanbod aan quota in het Quotumfonds voortaan de vraag aan het fonds overstijgt;

Overwegende dat het, gelet op de mogelijkheid om tot 100 % van de quota in leasing te geven en op de schrapping van hun maximumgrenzen bij quotasamenvoegingen, niet meer nodig is een minimale activiteitsduur van 9 jaar, of tot 31 maart 2015, op te leggen, met de overgenomen zuivelquota via overname of oprichting van een zuivelbedrijf;

Overwegende dat die maatregelen in de verdere vereenvoudiging kadert waarmee reeds begonnen was in de loop van de vijf laatste zuivelseizoenen met het oog op voorbereiding van de sector op de beëindiging van het systeem van zuivelquota op 31 maart 2015;

Op de voordracht van de Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten, voor het laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 worden volgende wijzigingen ingevoegd :

1^o onder 15^o, § 1 :

a) onder b.2 worden de woorden "gedurende negen jaar vanaf de overname van die nieuwe melkproductie-eenheid 5 of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" opgeheven;

b) onder c worden de woorden "gedurende ten minste 9 jaar vanaf de datum van de overdracht van de referentiehoeveelheid 1 of tot 31 maart 2015 in geval van overname na 31 maart 2007" en de woorden "Gedurende deze 9 jaar of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" opgeheven;

c) onder d worden de woorden "gedurende deze negen jaar of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" en "negentien nieuwe jaren" en "Gedurende deze periode van negen jaar of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007", evenals de woorden "aan een producent die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is." en "Op dezelfde wijze, gedurende die periode van negen jaar, 5 of tot 31 maart 2015 voor overnames na 31 maart 2007" opgeheven;

d) onder e worden de woorden "gedurende dezelfde negen nieuwe jaren" opgeheven;

2^o onder 17 :

a) onder 3) worden de woorden "gedurende 9 jaar of tot 31 maart 2015 voor oprichtingen na 31 maart 2007" opgeheven;

b) het nummer 5) wordt opgeheven;

c) onder 6) worden de woorden "tot 31 maart 2015 en behalve in geval van overmacht of vrijmaking van het geheel of een gedeelte van de referentiehoeveelheid kan de overnemer" vervangen door de woorden "de overnemer kan" en de woorden "die zijn bloed- of aanverwant in de eerste graad, zijn bloedverwant in de zijlinie en tweede graad of zijn echtgenoot is" opgeheven;

d) onder 7) worden de woorden "tot 31 maart 2015 en" opgeheven.

Art. 2. In artikel 4, § 2, van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de volzin "Zij mogen slechts in aanmerking genomen worden indien aan de volgende voorwaarden wordt voldaan : " wordt opgeheven;

b) het nummer 1^o) wordt opgeheven;

c) het nummer 2^o wordt opgeheven;

d) het nummer 3^o wordt opgeheven.

Art. 3. In artikel 5, b), van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012 worden de woorden "zowel vóór 1 april 2006 als daarna en tot 31 maart 2015" opgeheven.

Art. 4. In artikel 9 van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 :

a) in lid 1 worden de woorden "die noch bloedverwanten noch aanverwanten in de eerste graad noch bloedverwanten in de zijlinie en de tweede graad noch echtgenoten zijn" opgeheven;

b) in lid 2, 1°, worden de woorden "van een overnemer, natuurlijke persoon, bloedverwant of aanverwant in de eerste graad, bloedverwant in de zijlinie in de tweede graad of echtgenoot van de overdrager of" ingevoegd tussen de woorden "1° wanneer de overdracht wordt uitgevoerd hetzij ten bate van" en de woorden " een groepering van natuurlijke personen ";

c) in lid 2, 1°, worden de woorden "zoals bepaald in artikel 1, 7°, c), ", "zoals bepaald in artikel 1, 7°, b.1 en b.2", "vóór die overdracht " en de gehele bepaling van het eerste streepje opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven;

3° in paragraaf 3 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) onder de nummers 1° en 2° worden de woorden "en die gedurende de drie voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is" en "en die gedurende de drie voorgaande periodes zonder onderbreking geen landbouwer in hoofdberoep is geweest" opgeheven;

b) onder 4° worden de woorden "wanneer de overlater reeds voor overname van de quota zuivelproducent is" ingevoegd tussen de woorden "Deze bepaling is" en "niet".

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 29 maart 2012, worden de volgende wijzigingen aangebracht wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 16 van hetzelfde besluit, zoals laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 april 2009, wordt volgende wijziging aangebracht : De woorden "onder voorbehoud van de artikelen 4 en 15" worden ingevoegd tussen de woorden "wordt" en "na afloop".

Art. 7. De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 november 2013.

De Minister-President,
R DEMOTTE

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/206420]

11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 portant exécution du décret du 18 octobre 2007 relatif aux services de taxis et aux services de location de voitures avec chauffeur. — Erratum

A l'article 5 de l'arrêté susmentionné, publié dans le *Moniteur belge* du 19 août 2013, à la page 55123, le 1° du § 1^{er} doit se lire comme suit :

« 1° infraction au Livre II, Titre III, chapitres I^{er} à V, Titre V, chapitres I^{er} et II, Titre VII, chapitre V, Titre VIII et Titre IX, chapitres I^{er} et II du Code pénal; ».

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/206420]

11. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 zur Ausführung des Dekrets vom 18. Oktober 2007 über die Taxidienste und die im Bereich der Vermietung von Fahrzeugen mit Fahrer tätigen Dienste — Erratum

In Art. 5 des vorgenannten, im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. August 2013 auf Seite 55123 veröffentlichten Erlasses ist § 1, Nr. 1° wie folgt zu lesen:

"1° eines Verstoßes gegen Buch II, Titel III, Kapitel I bis V, Titel V, Kapitel I und II, Titel VII, Kapitel V, Titel VIII und Titel IX, Kapitel I und II des Strafgesetzbuches;".

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/206420]

11 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot uitvoering van het decreet van 18 oktober 2007 betreffende de taxidiensten en de diensten voor de verhuur van voertuigen met chauffeur. — Erratum

In artikel 5 van bovenvermeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 2013, blz. 55123, dient 1° van § 1 als volgt te luiden :

« 1° overtreding van Boek II, Titel III, hoofdstukken I tot V, Titel V, hoofdstukken I en II, Titel VII, hoofdstuk V, Titel VIII en Titel IX, hoofdstukken I en II van het Strafwetboek; ».